

Allocations familiales

Ce n'est pas vrai que ce budget conservateur protégera les familles les moins favorisées de notre pays. C'est une réduction pure et simple pour les familles afin de favoriser d'autres groupes: Les investisseurs et les sociétés privées, les gens qui reçoivent des gains capitaux.

Le ministre des Finances (M. Wilson) dit que le Canada n'a plus les revenus nécessaires pour subventionner les allocations familiales au niveau précédent. A-t-il raison ou se sert-il de ce raisonnement comme une excuse? Quelles sont les données?

En effet, le ministre des Finances a tort. Lorsque le Programme des allocations familiales a été lancé, il a coûté beaucoup plus cher d'allocations familiales car elles coûtaient 7,7 p. 100 du budget fédéral en 1947 à l'insertion du programme. En 1965, les allocations familiales coûtaient 6,1 p. 100 des dépenses fédérales. Ensuite, elles ont continué de diminuer. Il y a eu un renversement en 1974 avec un gouvernement minoritaire libéral car, à cette époque-là, les néo-démocrates ont forcé le gouvernement à augmenter les allocations familiales.

Depuis ce temps, les allocations familiales ont souffert les pertes à cause des décisions libérales et des budgets fédéraux conservateurs.

L'appui des libéraux aujourd'hui dans notre lutte contre la désindexation est un peu hypocrite. Il ne faut pas oublier le fait que c'étaient les libéraux qui ont coupé les allocations familiales avant et à plusieurs reprises.

● (1540)

[Traduction]

Avons-nous les moyens qu'exige le programme d'allocations familiales? Cette question, on la pose souvent, et avec raison. Voyons les faits. En vertu de ce programme, 3,6 millions de familles touchent 2,4 milliards de dollars pour quelque 6,6 millions d'enfants. Près de 20 p. 100 de ce montant est récupéré sous forme d'impôts, de sorte que les sorties nettes de fonds sont un peu inférieures à 2 milliards de dollars. Ce montant ne représente que 2,4 p. 100 de toutes les dépenses fédérales et seulement .57 p. 100 du produit national brut. Quand les gens disent que nous n'avons pas les moyens d'avoir un programme d'allocations familiales, qu'ils se rappellent ces chiffres. Par rapport à l'ensemble des dépenses fédérales, ce n'est pas une somme considérable. Et c'est loin d'être suffisant, car il faut absolument élever la prochaine génération d'enfants dans de bonnes conditions de santé et de sécurité en leur assurant la formation nécessaire, les loisirs, les sports et toutes les autres activités dont les enfants ont besoin pour grandir sainement. Par conséquent, ce pourcentage ne représente pas grand-chose compte tenu des dépenses énormes que le gouvernement engage dans d'autres secteurs qu'il juge plus importants. Nous voudrions donc que les allocations familiales soient indexées intégralement. Mieux, nous sommes en faveur de l'augmentation des autres prestations familiales.

Nous voudrions, en l'occurrence, majorer de 80 p. 100 le crédit d'impôt pour enfant. Une telle mesure permettrait aux familles les plus défavorisées de recevoir davantage par le biais de la fiscalité. Nous maintiendrions un programme universel pour toutes les familles et nous ferions beaucoup plus pour celles qui sont défavorisées. Les chiffres que nous proposons sont fort raisonnables. On a déjà fait autant pour les familles. On peut certes se le permettre maintenant. Si nous revenions, par exemple, au régime en vigueur avant 1982, alors que le taux d'imposition était plus élevé pour les riches et que nous

décrétions un impôt minimum pour les mieux nantis, 20 p. 100 sur les revenus de \$50,000 et plus, nous aurions 3 milliards additionnels en recettes fiscales. Bref, il existe bien des moyens de trouver de l'argent pour les familles. C'est la volonté politique qui fait défaut et non pas les obstacles économiques.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas les moyens, selon lui, de faire ce que d'autres gouvernements ont fait il y a 20, 30 ou 40 ans quand on a mis sur pied le régime des allocations familiales? C'est que dans les années qui ont suivi, les gouvernements ont donné la première place à d'autres domaines, par exemple en distribuant des aumônes aux grandes sociétés. Les avantages consentis à ces sociétés ont augmenté et le taux d'imposition des plus riches a diminué. Le vérificateur général considère que 30 à 50 milliards de dollars par année vont aux sociétés. Pas étonnant qu'il n'y ait plus d'argent pour financer un programme de 2 milliards de dollars destiné aux familles. Pour avoir une juste idée de l'importance des unes par rapport aux autres, nous n'avons qu'à comparer 30 à 50 milliards de dollars donnés aux sociétés aux 2 milliards accordés aux familles. C'est une honte de dire que nous n'avons pas les moyens de faire plus pour les familles, car ce n'est manifestement pas vrai. C'est une question de volonté politique, on devrait accorder plus d'importance aux enfants dans notre programme politique.

Les allocations familiales intéressent les femmes au premier chef, car ce sont elles surtout qui élèvent les enfants. Ce sont elles qui reçoivent en leur nom les chèques d'allocations familiales sauf si une autre personne a la garde des enfants. Les allocations familiales reconnaissent dans les faits le rôle très important que jouent les femmes dans l'éducation des enfants. Il est donc honteux de voir que le gouvernement lui-même s'efforce d'atténuer l'importance qu'on leur a toujours accordée. Je trouve personnellement qu'on ne leur en accorde pas assez. Les Canadiennes ont dû se battre pour cela. Elles ont obtenu que le chèque d'allocation familiale soit émis à leur nom. Elles ont livré une lutte fort intéressante dans la province de Québec, sous la conduite de Thérèse Casgrain. Elles voulaient que les chèques soient payables à l'ordre des femmes, car ce sont elles qui s'occupent des enfants, qui achètent les produits de première nécessité et qui gèrent le budget familial. Elles estimaient normal, par conséquent, de toucher l'argent.

Le dernier gouvernement fédéral a sous-estimé les Canadiennes quand il a voulu rapatrier la Constitution. En l'occurrence, le gouvernement actuel sous-estime lui aussi les Canadiennes, et il rencontrera une résistance terrible sur cette question. J'invite les Canadiennes et tous ceux qui se soucient du bien-être des enfants à participer à cette lutte. Ils devraient dire au gouvernement que les familles et les enfants sont importants et que nous en avons les moyens. Nous avons les ressources. Nous devons simplement nous en servir pour pourvoir aux besoins de nos enfants. J'exhorte les Canadiens à signer des pétitions, à écrire des lettres, à communiquer avec leurs députés et à faire des démarches. J'invite les organismes, qu'il s'agisse d'associations religieuses, de groupes de parents ou de garderies, de passer à l'action. Tous ceux qui ont à cœur le bien-être des enfants devraient dire ce qu'ils pensent maintenant. Ce n'est que le début d'une lutte très importante. Peut-être n'est-il question à première vue que de dollars et de cents, mais il s'agit en fait de l'érosion à long terme des allocations